

URBANISME

Un projet d'écoquartier

Une friche SNCF sera bientôt aménagée à Paris. L'association Les Amis de l'ÉcoZAC entend peser sur le cahier des charges pour qu'y figurent des exigences sociales et environnementales. Entretien avec Philippe Bovet, son président.

La Zone d'aménagement concerté (ZAC) de la place de Rungis, sur un ancien site de la SNCF au sud du XIII^e arrondissement, est l'une des dernières grandes friches de Paris. Votre association, les Amis de l'ÉcoZAC, se bat pour que la construction des immeubles de logement et de bureaux, du jardin et du pôle de services publics intègre des exigences sociales et environnementales qui feraient de cette ZAC le premier écoquartier de Paris. Comment est né ce projet ?

Philippe Bovet : J'habite juste à côté de la place de Rungis, où se trouve cette friche de trois hectares que la SNCF a vendue à la Ville de Paris. Je connais bien les questions d'environnement et d'énergie, car je suis journaliste spécialisé dans ce domaine. Je suis habitué à faire des reportages sur des réalisations exemplaires en Allemagne, en Autriche et en Suisse, notamment. Tous les grands pays européens ont une réflexion sur la mise en pratique du développement durable et se mettent à construire ou à rénover de façon plus intelligente. Les quartiers écologiques sont conçus de manière à réduire leur empreinte écologique, à favoriser l'insertion socio-économique et aussi la vie de quartier, pour l'aspect social. Cela correspond aux trois exigences du développement durable. La France, à ma connaissance, ne dispose toujours pas d'écoquartier qui pourrait servir de vitrine de l'écoconstruction en milieu urbain.

Fin 2002, lorsque la concertation avec la population du quartier pour l'aménagement de cette friche a débuté, était inauguré au sud de Londres, à Beddington, le site de Bed-Zed. Il fonctionne avec zéro énergie fossile, et il est vite devenu une référence. Je me suis dit que cet exemple allait influencer le projet de ZAC, que les Verts, qui sont dans la majorité municipale, allaient s'en emparer. Mais non. Je suis allé aux réunions de concertation et j'ai rédigé un dossier de quarante pages de propositions sur l'énergie et les transports à partir de ce qui avait été fait à Bed-Zed, mais aussi à Fribourg (voir encadré). Je l'ai envoyé à nombre de décideurs municipaux, et je n'ai eu qu'une seule réponse, celle de Jérôme Coumet, le 1^{er} adjoint PS de la mairie du XIII^e. Je me suis alors rendu compte qu'il fallait, pour avoir voix au chapitre, monter une association. Ce que j'ai fait avec différentes personnes du milieu associatif, issues de Greenpeace, de Wise-Paris, etc. Nous avons cogité et rédigé une plateforme d'objectifs, et avons ainsi montré notre crédibilité. Nous sommes aujourd'hui une centaine. L'association a marché parce que la plu-



Près de la place de Rungis, dans le XIII^e arrondissement, une des dernières grandes friches de Paris.

part d'entre nous connaissent bien ces thématiques, et parce que la secrétaire bénévole est devenue salariée. S'occuper de l'association exige en effet qu'on y consacre plus que son temps libre.

Elsa, notre secrétaire, s'est montrée particulièrement efficace pour monter les dossiers de façon très professionnelle, appeler et relancer les gens au téléphone, préparer les outils de communication avec du papier recyclé, des encres végétales, faire les demandes de subventions car l'argent mis au pot

au départ par les membres de l'association ne suffisait pas, etc.

Cette bataille a-t-elle mobilisé des gens au-delà du quartier ?

Oui. Nombre de batailles que peuvent mener des militants écologistes sont lointaines ou un peu abstraites, que ce soit contre la déforestation en Amazonie ou le réchauffement climatique. Mais cette bataille-là est très concrète, elle se passe ici et maintenant. Et l'on sait que ce que l'on obtiendra aura un impact. C'est la première fois, à ma connaissance, qu'un tel projet est mené de manière aussi collective et pour un cadre de vie dans lequel on n'habitera pas, parce que beaucoup de membres de l'association ne sont pas du quartier. Et pas mal de gens nous contactent pour lancer des projets d'ÉcoZAC à Joinville, à Caen, à Châtillon, à Lille ou à Boulogne-Billancourt, afin d'influencer le processus décisionnel concernant un projet d'urbanisme de leur commune. Il y a énormément de choses à faire pour optimiser l'utilisation de l'énergie solaire pour le chauffage et l'électricité, bien isoler les bâtiments, utiliser des matériaux sains et locaux autant que possible, collecter l'eau de pluie pour la réutiliser sur place, recycler les déchets, développer les espaces verts et favoriser les transports propres et collectifs, etc. L'urbanisme et les transports représen-

Campagne pour la ville

Pour inciter les décideurs politiques à tenir compte de la demande croissante de la population en matière de respect de l'environnement, les Amis de l'ÉcoZAC ont lancé une campagne d'envoi de cartes à la mairie du XIII^e arrondissement. Pas besoin d'habiter le quartier pour participer : « Chacun peut favoriser ainsi la construction d'un premier écoquartier, explique la coordinatrice, Elsa Ghezzi. Cela encouragera d'autres citoyens et élus à se mobiliser chez eux à leur tour. »

Cartes disponibles auprès des Amis de l'ÉcoZAC, 01 45 81 15 22, 06 20 83 55 48, et sur <http://ecoz.ouvaton.org/media/carte.pdf>

LA VIE ASSOCIATIVE ET CITOYENNE

RÉSISTANCES
À la mondialisation libérale, mouvement social, femmes, sans-papiers...

ÉCONOMIE SOLIDAIRE
Monde mutualiste, mouvement coopératif, commerce équitable...



APF

ÉCOLOGIE
Environnement, cadre de vie...

CULTURE ALTERNATIVE
Théâtres de rue, friches, squats...

SUR LE NET
L'action citoyenne sur la toile

La séquence Action avec Xavier Frison (Résistances), Thierry Brun, Dante Sanjurjo (Économie solidaire), Patrick Piro (Écologie), Christine Tréguier (sur le net, babilweb@politis.fr).

Contacts : association@politis.fr

Pour la partie Économie solidaire : Thierry Brun, 01 55 25 86 87, ecosocial@politis.fr

L'exemple de Fribourg



Fribourg, ville allemande du Bade-Württemberg, compte 200 000 habitants et mise depuis des années sur un développement alliant écologie et qualité de vie. Panneaux solaires, installations hydroélectriques, éoliennes : Fribourg prévoit pour 2030 de ne plus se fournir qu'en courant issu d'énergies propres locales. L'urbanisme et les transports sont les questions prioritaires. Le nouveau quartier de Rieselfeld, avec ses 4 220 appartements, est conçu de manière à privilégier les transports publics, le vélo et la marche à pied. La ville veut aider la création de mille emplois sur place pour limiter les déplacements domicile-bureau. Les eaux de surface sont récupérées, traitées et rejetées dans la réserve naturelle voisine, pour entretenir ses zones humides. Un programme de dépollution des sols est lancé. La mixité sociale est encouragée, et des infrastructures scolaires, sportives et associatives améliorent la qualité de vie. Cette ville est l'une des seules en Allemagne à voir sa population augmenter. Voir www.rieselfeld.freiburg.de

tent 45 % des émissions de CO₂ (1), ce sont donc des secteurs prioritaires.

La Ville de Paris, la mairie du XIII^e et la société d'économie mixte chargée du projet, la Semapa, vous ont-elles finalement écouté, et entendu ?

Nous avons commencé à participer à la concertation au début 2005, et quand nous nous sommes officiellement constitués en association, en mai 2005, le baril de pétrole était proche des 80 dollars. Les élus étaient poussés à réfléchir sur l'énergie. Il faut savoir que lorsque l'on fait du logement social, l'énergie représente souvent un deuxième loyer, avec le chauffage et l'électricité. Mais le projet de ZAC était déjà bien avancé, la concertation était lancée depuis trois ans. Donc, au lieu de penser à l'organisation optimale du site, nous avons plutôt cherché à optimiser ce qui était déjà prévu.

Nous avons cependant compris que des choses se décidaient ailleurs que dans les réunions officielles de concertation à la mairie du XIII^e. Nous avons donc fait du lobbying local mais aussi auprès de la mairie centrale et de la région. Nous avons demandé des entretiens, distribué des tracts dans le quartier, créé un site Internet, etc. Il faut comprendre qui fait quoi, qui est lié au dossier de près ou de loin, et essayer de rencontrer cette personne après lui avoir fourni une information, quitte à aller à sa rencontre à l'occasion d'événements publics qui n'ont rien à voir avec la ZAC. Nous avons appris plein de choses, et de surcroît nous nous amusons bien. Il faut penser à s'amuser pour rester créatifs. Nous avons aussi eu le soutien d'associations comme Greenpeace, les Amis de la Terre, Négawatt, Sortir du nucléaire, le Cler, Vélourution, le cinéma La Clef (2), les magazines *la Maison écologique* et *Architectures à vivre*, de personnalités comme Hubert Reeves, Jean-Louis Étienne et Pierre Rabhi. Les voyages d'étude à l'étranger – en train –

ont été particulièrement importants. Jérôme Coumet, Jean-Pierre Caffet, élu PS à la direction de l'urbanisme, et des membres de la Semapa ont participé aux séjours que nous avons organisés à Fribourg, ainsi que des gens des associations et des conseils de quartier. Ils ont compris qu'un écoquartier n'est pas un village de soixante-huitards, mais quelque chose de très professionnel et de très agréable à vivre. Les élus n'ont pas cette culture, et ils découvrent qu'il y a des professionnels compétents dans des domaines qu'ils ne connaissent pas.

Quels sont aujourd'hui vos objectifs ?

Pour l'instant, c'est de peser sur le cahier des charges qui définira les exigences sociales et environnementales des donneurs d'ordre. Il doit être rendu public le 15 février, mais, déjà, le 15 décembre, une réunion entre la Ville de Paris, la mairie du XIII^e et la Semapa doit fixer entre autres choses le niveau d'exigence environnementale. La Semapa a réchigné au début, mais elle a ensuite compris qu'elle pourrait, avec ce chantier, se faire la main sur de nouvelles techniques. *A priori*, l'utilisation de l'énergie solaire, la récupération des eaux de pluie, la végétalisation des toits et des façades pour rafraîchir les bâtiments en été, la conception de bâtiments économes en énergie devraient être retenus. Mais l'idée de faire une plateforme de compostage, par exemple, qui ne demanderait qu'un site de dix mètres sur dix, ne l'a pas été. Pourtant, 15 à 30 % de nos déchets sont des déchets mouillés, qui demandent une surconsommation de fioul quand on les brûle en incinérateur, alors qu'ils pourraient servir à faire du compost pour les espaces verts du quartier, et pour les habitants qui jardinent sur leur balcon. Côté social, nous avons eu plus de difficultés à faire passer des choses. Nous avons proposé que ce soit un chantier de formation en écoconstruction. Ce secteur manque d'ouvriers et d'artisans qualifiés, les entreprises pourraient se former et former des jeunes qui trouveraient ensuite facilement un travail. Nous attendons de voir ce qui a été retenu dans le cahier des charges définitif. Mais, déjà, la mairie a installé sur le site un panneau annonçant la construction d'un « quartier durable ». Cela nous a fait plaisir... Nous voulons que ce site soit exemplaire pour la construction neuve, et ensuite nous travaillerons sur des projets de réhabilitation, toujours dans le XIII^e arrondissement.

PROPOS RECUEILLIS PAR DANTE SANJURJO

(1) Selon les chiffres de la Mission interministérielle à l'effet de serre (MIES) : transport 26 %, bâtiment 19 % en 2004.

(2) Un prochain rendez-vous de l'association y est prévu le 30 novembre, à 19 h.



Tous les grands pays européens ont une réflexion sur la mise en pratique du développement durable. Les quartiers écologiques sont conçus de manière à réduire leur empreinte écologique, à favoriser l'insertion socio-économique et aussi la vie de quartier.

Agenda

Aude : le 7 décembre, de 14 h à 18 h, à Cammas-de-Grèzes (4 km de Carcassonne), débat intitulé : « La croissance, une solution devenue problème ? » Les thèmes abordés seront l'écologie, le changement climatique, l'énergie et la biodiversité, le partage plus que la croissance, mais aussi le chômage et le logement. En présence de Jean-Marc Governatori, Corinne Lepage et, sous réserve de confirmation, José Bové.
Contact : [Lena Grumbach](mailto:Lena.Grumbach@wanadoo.fr), 04 68 71 22 72, camasartes@wanadoo.fr

Besançon : du 4 au 6 décembre, Attac-Besançon et une vingtaine d'associations coordonnent pour la troisième année les Journées altermondialistes, au Petit Kursaal. Tous les jours, de 14 h à 17 h 30, diffusion de films en continu et libre accès aux stands. De 17 h 45 à 23 h 30, films et débats. Thèmes abordés : « médias et propagande », « Europe, chômage et précarité », « désobéissance civile : illégalité, légitimité ? »
Rens. : 06 70 15 99 55, www.local.attac.org/attac25

Villeneuve-d'Ascq : du 2 au 9 décembre, le centre social d'Annappes fête ses 45 ans. Intitulée « Ouverture sur le monde, ouverture sur le quartier », la semaine de festivités promet un événement chaque soir. Au programme : atelier des associations, cinéma, chasse au trésor et tombola.
Centre social d'Annappes, 2, rue des Genêts, 03 20 91 81 74, www.csannappes.fr

Colombes : le 29 novembre, à 20 h 30, les Alternatifs 92-Nord organisent un café débat autour de la question « Le libéralisme en Amérique latine : revers ou défaite ? L'exemple de la Bolivie ». En présence de Sergio Caceres, animateur du mensuel *Le Jouet enragé*.
Rendez-vous au restaurant Le Val d'or, 14, rue Peri (arrêt de bus Église-de-Colombes)
Rens. : jeanlouis.lebourhis@free.fr

Versailles : les 25 et 26 novembre, de 10 h à 19 h, Amnesty International organise une exposition-vente d'artisans de la France entière. Privée de subventions, qu'elle se refuse à solliciter pour garantir son indépendance, Amnesty rappelle que ce genre de manifestations représente l'essentiel de ses revenus.
Rendez-vous à l'école des Condamines, 2, rond-point des Condamines (en face du collège Rameau). Amnesty International : 01 53 38 65 65, www.amnesty.fr

Paris VI^e : les 2^e et 4^e lundis du mois, entre 13 h et 15 h, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) organise un séminaire pluridisciplinaire baptisé « Limites du politique, politiques des limites ». Atelier de réflexion ouvert, chaque séance se présente sous la forme d'un débat dont les termes seront introduits par de courtes interventions. EHESS, 96, bd Raspail, salle M. et D. Lombard.
Programme : www.ehess.fr

Paris VI^e : les 29 et 30 novembre, le Centre de documentation et d'études sur les migrations internationales (Ciem) et sa revue *Migrations société* organisent une rencontre intitulée « Informer sur les migrations ». Inscription (obligatoire) en ligne ou par courrier, et programme définitif sur : www.ciem.org
Rens. : 01 43 72 49 34, ciemiparis@wanadoo.fr
Centre Sèvres, 35 bis, rue de Sèvres.